

**COMMUNE
DE
VILLE SOUS ANJOU**

Conseil municipal du 30/06/2015
Compte-rendu

CR-CM N° 15-05 DU 30/06/2015

Présents : Mmes Garcian, Pellat, Servonnat, Touzard Perriolat.
Mrs Alfieri, Andrès, Lafumas, Mandrand, Recompsat, Satre, Thivolle.

Madame Cécile QUENTEL donne pouvoir de vote à Monsieur Julien ANDRES.
Madame Eliane KHELIFI donne pouvoir de vote à Madame Josiane PELLAT.
Monsieur Didier MONIN donne pouvoir de vote à Monsieur Luc SATRE.

Madame Josiane PELLAT a été élue secrétaire de séance.

En ouverture, Monsieur le Maire salue les parents d'élèves présents à la séance du Conseil Municipal.

1. Approbation du compte rendu de la séance précédente

Approuvé à l'unanimité

2. Point sur les projets en cours

Programme d'amélioration des performances énergétiques de la salle des fêtes

Monsieur le Maire informe qu'il a rendez-vous le 6 juillet prochain avec le Cabinet d'architecte 3D Ingénierie afin d'établir le cahier des charges de ce marché (prise des mesures des différentes menuiseries à remplacer). Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal qui le souhaitent d'assister à cette réunion.

Ecole

Monsieur le Maire indique qu'un détartreur magnétique a été installé à l'école afin de remédier, il l'espère, au problème de calcaire dans les sanitaires. Il indique également que pendant les vacances scolaires, les employés communaux vont démonter et détartre l'ensemble des mécanismes de chasse d'eau de l'école et que si cela ne suffit pas, la Mairie a fait établir un devis pour remplacer l'ensemble des mécanismes si nécessaire.

Monsieur le Maire indique également que la mosaïque de l'école a été installée le 25 juin dernier juste avant la fête de l'école du 26 juin afin que l'ensemble des parents et des enfants puissent la voir avant la fin de l'année scolaire.

Place de la Mairie

Monsieur le Maire indique que des pots de fleurs de couleur ont été installés sur la place de la Mairie afin de finaliser son aménagement.

Aménagement parking du cimetière

Monsieur Henri THIVOLLE explique que suite à l'affaissement d'une place de parking au cimetière, des travaux de réhabilitation ont été réalisés ainsi que l'élargissement de la sortie du parking existant.

Travaux de voirie de Ville sous Anjou à Assieu

Monsieur Serge RECOMPSAT indique que les travaux commandés par le Syndicat Intercommunal des Eaux Gerbey-Bourrassonnes sont achevés, il ne reste plus que le nettoyage des puits à réaliser. Monsieur le Maire fait remarquer que suite à ces travaux, la chaussée au niveau du carrefour Poncin a été endommagée et qu'il est nécessaire qu'elle soit remise en état rapidement. Il demande à Monsieur Serge RECOMPSAT de bien vouloir transmettre l'information au Syndicat.

Monsieur le Maire indique qu'il serait judicieux de lister les différents problèmes de voirie rencontrés sur les routes départementales et de transmettre cette information au Conseil Départemental.

Route des Eynauds

Madame Sandrine SERVONNAT indique que la chaussée sur la route des Eynauds au niveau de l'habitation de Monsieur LOBO est endommagée. Monsieur le Maire propose de transmettre cette information à la C.C.P.R. dès le lendemain.

3. Délibération relative à la désaffiliation de Grenoble-Alpes Métropole du Centre de Gestion de l'Isère (CDG38)

Monsieur le Maire explique que le CDG38 est un établissement public administratif, dirigé par des élus des collectivités, au service de tous les employeurs territoriaux de l'Isère. Fondé sur un principe coopératif de solidarité et de mutualisation des moyens, il promeut une application uniforme du statut de la fonction publique territoriale.

Les collectivités de moins de 350 agents sont affiliées obligatoirement au CDG38 ; les autres collectivités peuvent bénéficier de ses prestations si elles le souhaitent, dans le cadre d'une affiliation dite « volontaire ».

Par courrier du Président du CDG38, le Conseil Municipal est informé de la demande de désaffiliation de la Métropole, à effet au 1^{er} janvier 2016.

En effet, les effectifs de l'établissement Grenoble Alpes Métropole ont progressivement augmenté ces dernières années, et représentent actuellement plus de 1 000 agents, avec les transferts de compétence et donc d'agents liés à la transformation en Métropole, le 1^{er} janvier 2015.

La Métropole souhaite désormais se doter d'outils et de moyens pour mettre en place une politique de ressources humaines ambitieuse, pleine et cohérente, qui intègre toutes les dimensions liées à la vie professionnelle des agents : santé au travail, avancement, mobilités, prévention et discipline.

Pour le CDG38, cette désaffiliation appelle une mise en adéquation de ses ressources et de ses modalités d'intervention, principalement dans les domaines suivants : conseil statutaire et CAP d'une part, santé et sécurité au travail d'autre part.

La loi du 26 janvier 1985 précise dans son article 15 qu'il peut être fait opposition à cette demande, dans un délai de deux mois, par les deux tiers des collectivités et établissements déjà affiliés représentant au moins les trois quarts des fonctionnaires concernés ou par les trois quarts de ces collectivités et établissements représentant au moins les deux tiers des fonctionnaires concernés.

Délibération approuvée à l'unanimité pour exprimer son opposition à la demande de désaffiliation de Grenoble-Alpes Métropole du Centre de Gestion de l'Isère

4. Délibération relative à la création d'un poste au grade d'Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} classe à temps complet

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée délibérante que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis du Comité Technique Paritaire.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'afin de faire bénéficier à un Adjoint Technique Territorial de 2^{ème} classe d'un avancement de grade, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent à temps complet d'Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} classe.

Monsieur le Maire propose de créer un poste d'Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} classe à temps complet et de nommer l'agent concerné à ce poste à compter du 1^{er} juillet 2015.

Monsieur le Maire précise que le poste occupé jusqu'à présent par l'agent concerné, Adjoint Technique Territorial de 2^{ème} classe à temps complet n'est pas supprimé pour l'instant. Cependant, il n'y a personne de nommé sur ce poste.

Délibération approuvée à l'unanimité

5. Délibération relative à la création d'un poste Agent Spécialisée des Ecoles Maternelles principal 2^{ème} classe à temps complet

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée délibérante que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis du Comité Technique Paritaire.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'afin de faire bénéficier à un Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles 1^{ère} classe à temps complet d'un avancement de grade, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent à temps complet d'un Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles principal de 2^{ème} classe.

Monsieur le Maire propose de créer un poste Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles principal de 2^{ème} classe à temps complet et de nommer l'agent concerné à ce poste à compter du 1^{er} juillet 2015.

Monsieur le Maire précise que le poste occupé jusqu'à présent par l'agent concerné, Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles 1^{ère} classe à temps complet n'est pas supprimé pour l'instant. Cependant, il n'y a personne de nommé sur ce poste.

Délibération approuvée à l'unanimité

6. Délibération relative à l'Indemnité d'Administration et de Technicité (I.A.T.)

Monsieur le Maire rappelle que lors du Conseil Municipal du 17 juin 2011 l'Assemblée délibérante avait décidé d'instaurer un régime indemnitaire sur la Commune, l'Indemnité d'Administration et de Technicité (I.A.T.) après avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 11 mai 2011.

Monsieur le Maire indique qu'à la demande des agents communaux, cette indemnité est versée annuellement.

Cependant, il s'avère que pour certains agents, ce versement annuel ne soit pas adapté. De ce fait Monsieur le Maire propose de modifier les modalités de versement de l'I.A.T. après avis favorable du Comité Technique en date du 27 mai 2015.

Monsieur le Maire propose d'instaurer un versement mensuel pour les agents dont le montant annuel brut de l'I.A.T. excède 3 000,00 €.

Monsieur le Maire propose de maintenir le versement annuel pour les autres agents.

Monsieur le Maire indique que cette délibération a déjà été prise lors du Conseil Municipal du 21 avril 2015 avec l'accord verbal favorable du Comité Technique afin de pouvoir verser mensuellement l'I.A.T. à un agent qui a débuté au mois de mai. Cependant, nous n'avions pas encore réceptionné officiellement leur avis et de ce fait cela n'apparaissait pas dans la précédente délibération. Monsieur le Maire propose de reprendre à nouveau la même délibération en y ajoutant cette mention.

Délibération approuvée à l'unanimité

7. Décision modificative n°2 – Virement de crédit de l'article 022 « Dépenses imprévues de fonctionnement » à l'article 678 « Autres charges exceptionnelles »

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il a réceptionné un courrier de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) informant la commune qu'elle allait procéder à un versement sur son compte d'un montant global de 453,76€ relatif à un excédent de versement.

En effet, il s'agit d'excédents de retenues (part ouvrière) identifiés dans le cadre de validations de services d'un agent et il appartient donc à la Commune de reverser cette somme à l'agent concerné.

Monsieur le Maire précise au Conseil Municipal que l'article 678 « Autres charges exceptionnelles » a été insuffisamment crédité et qu'afin de reverser cette somme à l'agent concerné, il convient de procéder à un virement de crédit de la manière suivante :

DESIGNATION	DIMINUTION CREDITS	AUGMENTATION CREDITS
D – 022 : Dépenses imprévues de fonctionnement	500,00 €	
TOTAL D – 022 : Dépenses imprévues de fonctionnement	500,00 €	
D – 678 : Autres charges exceptionnelles		500,00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles		500,00 €

Délibération approuvée à l'unanimité

8. Délibération relative au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC 2015) - Mise en œuvre de la procédure dérogatoire libre

Monsieur le Maire rappelle que le FPIC a été mis en place par la loi de finances 2012. Il consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour les reverser à d'autres intercommunalités et communes. Le montant du FPIC, qui s'élevait à 150 M € en 2012, a été porté à 360 M € en 2013, 570 M € en 2014 ; il atteint 780 M € en 2015 et devrait arriver à 1 MM € en 2016.

Les données financières du FPIC 2015 font ressortir que l'ensemble intercommunal de la

communauté de communes du pays roussillonnais fait l'objet d'un prélèvement global de 2 076 199 € et ne peut prétendre à aucun reversement. Le prélèvement de 2 076 199 €, selon la procédure de droit commun, est réparti comme suit : 700 497 € pour l'EPCI et 1 375 702 € pour les communes membres.

La répartition de droit commun entre les communes membres s'établit comme suit :

Agnin :	17 856 €	Roussillon :	197 874 €
Anjou :	16 416 €	Sablons :	47 406 €
Assieu :	22 920 €	St Alban du Rhône :	23 599 €
Auberives sur Varèze :	26 804 €	St Clair du Rhône :	131 881 €
Bougé Chambalud :	25 232 €	St Maurice l'Exil :	223 421 €
Chanas :	59 299 €	St Prim :	23 287 €
La Chapelle de Surieu :	11 846 €	St Romain de Surieu :	5 913 €
Cheyssieu :	18 477 €	Salaise sur Sanne :	249 531 €
Clonas sur Varèze :	30 707 €	Sonnay :	23 591 €
Le Péage de Roussillon :	142 166 €	Vernioz :	20 753 €
Les Roches de Condrieu :	36 260 €	Ville sous Anjou :	20 463 €

La réglementation prévoit que des modifications peuvent être apportées à la répartition de ces chiffres dans des conditions très précises :

- Une répartition dérogatoire à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI qui permet de modifier les prélèvements entre les communes en fonction de leur population, de l'écart du revenu par habitant des communes par rapport au revenu moyen par habitant des communes de l'EPCI, du potentiel fiscal ou financier ou de critères complémentaires de ressources ou charges choisis par le conseil. Ces modalités ne peuvent toutefois avoir pour effet de majorer de plus de 30 % la contribution d'une commune par rapport à celle calculée selon le droit commun.
- Une autre répartition libre, que ce soit dans le montant du prélèvement de l'EPCI ou de la répartition entre les communes, est possible sous réserve de délibérations concordantes prises avant le 30 juin 2015 de l'organe délibérant de l'EPCI statuant à la majorité des deux tiers et de délibérations de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple. Si une commune vote contre, s'abstient de délibérer ou délibère après le 30 juin, la répartition libre ne pourra pas s'appliquer ; ce sera la répartition de droit commun qui s'appliquera.

La mise en application de cette méthode de calcul (répartition libre) donne les résultats suivants pour la prise en charge par la CCPR des participations communales au FPIC 2015 :

Communes	Montant prélevé de droit commun 2015	Montant prélevé répartition dérogatoire libre Financement CCPR	Montant prélevé répartition dérogatoire libre Financement communes
Agnin	17 856 €	15 279 €	2 578 €
Anjou	16 416 €	14 154 €	2 263 €
Assieu	22 920 €	19 682 €	3 239 €
Auberives sur Varèze	26 804 €	23 107 €	3 698 €
Bougé Chambalud	25 232 €	21 459 €	3 774 €
Chanas	59 299 €	50 808 €	8 492 €
La Chapelle de Surieu	11 846 €	10 140 €	1 707 €
Cheyssieu	18 477 €	15 955 €	2 522 €
Clonas sur Varèze	30 707 €	26 429 €	4 278 €
Le Péage de Roussillon	142 166 €	122 825 €	19 341 €
Les Roches de Condrieu	36 260 €	31 312 €	4 948 €
Roussillon	197 874 €	171 138 €	26 737 €
Sablons	47 406 €	40 646 €	6 761 €
St Alban du Rhône	23 599 €	19 662 €	3 937 €
St Clair du Rhône	131 881 €	90 706 €	41 175 €
St Maurice l'Exil	223 421 €	140 607 €	82 814 €
St Prim	23 287 €	19 800 €	3 487 €
St Romain de Surieu	5 913 €	5 084 €	830 €

Salaise sur Sanne	249 531 €	99 608 €	149 923 €
Sonnay	23 591 €	20 420 €	3 172 €
Vernioz	20 753 €	17 800 €	2 954 €
Ville sous Anjou	20 463 €	17 641 €	2 822 €
TOTAL	1 375 702 €	994 256 €	381 446 €

Après avoir rappelé que cette répartition dérogatoire libre du FPIC 2015 ne pourra entrer en vigueur que si l'ensemble des conseils municipaux des 22 communes de la communauté de communes du pays roussillonnais adopte dans les délais réglementaires une délibération concordante à celle du conseil communautaire, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur cette proposition de répartition dérogatoire libre du FPIC.

Délibération approuvée à l'unanimité

9. Délibération relative au rapport du 5 mai 2015 de la commission locale d'évaluation des transferts de charges - Evaluation des charges transférées par les communes à la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais en 2014.

Monsieur le Maire expose que l'évaluation des transferts de charges, entre la communauté de communes et les communes membres, conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts, est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC).

La CLETC a approuvé, à l'unanimité de ses membres, dans sa réunion du 5 mai dernier, les modalités de détermination des charges transférées par les communes à la communauté de communes du pays roussillonnais lors des transferts de compétences ayant pris effet au 1^{er} janvier 2014 et concernant : Les eaux pluviales, le SMIRCLAID, les associations caritatives d'intérêt communautaire, la natation et l'athlétisme, le sport handicap - sport adapté.

Cette évaluation a été effectuée sur la base d'un coût moyen annualisé pour le transfert des eaux pluviales et sur la base du réalisé de l'exercice 2013 pour les autres charges transférées.

A compter de 2015, le montant des attributions de compensation positives (versées par la CCPR aux communes) s'établit comme suit :

Agnin	21 547 €
Auberives sur Varèze	65 820 €
Bougé Chambalud	95 468 €
Chanas	567 896 €
Cheyssieu	62 550 €
Clonas sur Varèze	81 020 €
Le Péage de Roussillon	1 257 572 €
Les Roches de Condrieu	172 611 €
Roussillon	2 807 777 €
Sablons	341 926 €
St Alban du Rhône	167 985 €
St Clair du Rhône	2 927 727 €
St Maurice l'Exil	3 824 354 €
St Prim	18 077 €
Salaise sur Sanne	7 220 670 €
Sonnay	99 175 €
Vernioz	1 613 €
Ville sous Anjou	9 836 €

A compter de 2015, le montant des attributions de compensation négatives (versées par les communes à la CCPR) s'établit comme suit :

Anjou	- 2 623 €
Assieu	- 3 685 €
La Chapelle de Surieu	- 4 123 €
St Romain de Surieu	- 8 408 €

Le conseil municipal est appelé à se prononcer sur le rapport 2015 de la CLETC portant évaluation des charges transférées début 2014 à la communauté de communes du pays roussillonnais et fixant le montant des attributions de compensation des communes qui entrera en vigueur à compter de l'exercice 2015.

Délibération approuvée à l'unanimité

10. Délibération relative à la dissolution du Syndicat Intercommunal de Roussillon Vienne Sud Beaupaire (SIERVB) – Clé de répartition, intégration du patrimoine de l'éclairage public

L'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2014 portant dissolution du Syndicat Intercommunal de Roussillon Vienne Sud Beaupaire (SIERVB) a conduit à procéder aux opérations de liquidation et à en fixer les modalités.

Les résultats des comptes des gestions du SIERVB se décomposent comme ci-dessous :

- Montant du Patrimoine lié aux travaux d'Electrification Rurale : 13 052 518,96€ dont la totalité est transférée au Syndicat des Energies du Département de l'Isère.
- Montant du Patrimoine lié aux travaux d'Eclairage Public : 2 013 386,92€ qui sera transféré aux 16 communes selon clé de répartition adoptée lors de la séance du 22 juin 2015 au Conseil Syndical du SIERVB.

L'actif et le passif du SIERVB seront transmis en totalité au SEDI.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que le Conseil Syndical du SIERVB s'est prononcé sur la clé de répartition présentée lors de sa séance du 22 juin 2015 avec prise en compte de la moyenne des trois données suivantes soit, le TCCFE, le nombre d'habitants, le nombre d'abonnés.

Monsieur le Maire donne lecture de la délibération du 22 juin 2015 et remet au Conseil les états comptables entérinant le transfert.

Délibération approuvée à l'unanimité

11. Délibération relative à l'enquête publique Société HEXCEL FIBERS à Salaise sur Sanne – Exploitation d'une unité de fabrication de fibres de polyacrylonitrile et de fibres de carbone

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le dossier relatif au projet de création d'une usine de fabrication de fibres polyacrylonitrile et de fibres carbone sur la Commune de Salaise sur Sanne.

Il explique au Conseil Municipal que ce type d'installation est soumis à autorisation et qu'une enquête publique a été mise en place sur la Commune de Salaise sur Sanne.

Monsieur le Maire explique également que Monsieur le Préfet de l'Isère a sollicité la Commune de Ville sous Anjou afin qu'elle émette un avis sur cette demande d'autorisation

Délibération approuvée à l'unanimité – Avis favorable quant à l'implantation de la Société HEXCEL FIBERS à Salaise sur Sanne

12. Rapport annuel du service « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » année 2013 / 2014.

Monsieur le Maire fait lecture de ce rapport et il souligne tout particulièrement la nécessité de mettre en place des missions d'animations et de sensibilisation auprès de la population sur le tri des déchets afin de pouvoir maîtriser au mieux le coût de collecte et de traitement.

Monsieur le Maire indique que ce rapport sera envoyé au format PDF à l'ensemble du Conseil Municipal.

Monsieur Serge RECOMPSTAT rappelle le problème qui se pose quant au dépôt de déchets par des usagers dans les containers privés à la Roche Pingolet (usagers étrangers à la Commune et non propriétaires des containers). Monsieur le Maire explique qu'il a rencontré ce jour le propriétaire des containers en question et qu'il lui a demandé à nouveau de déplacer ses containers en retrait de la chaussée.

13. Questions diverses

La Sanne Foot

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal d'une carte postale qui a été expédiée par l'équipe féminine du club pour remercier la Commune de la subvention qui leur a été attribuée pour l'organisation d'un tournoi en Autriche.

Rapport sur le Conseil d'école

Monsieur le Maire fait lecture du compte-rendu du 3^{ème} Conseil d'Ecole en date du 9 juin dernier. Il indique que malgré ses demandes celui-ci n'est toujours pas signé par l'équipe enseignante et il rappelle que cela peut porter à confusion quant à l'auteur de sa rédaction.

➤ **PPMS (Plan Particulier de Mise en Sécurité) :**

Monsieur le Maire indique que le personnel communal n'a pas été formé aux consignes à appliquer en cas d'incendie ou de déclenchement du PPMS pendant le temps de cantine et de garderie. Il indique donc qu'il est nécessaire de mettre en place rapidement un plan d'évacuation en cas d'incendie ainsi qu'un protocole de confinement en cas de déclenchement du PPMS hors temps scolaire. Il faudra également vérifier s'il existe ou mettre en place une prise téléphonique non électrique en cas de coupure générale d'électricité dans les locaux de cantine (local désigné lieu de confinement).

➤ **CYCLE NATATION SCOLAIRE**

Monsieur le Maire indique qu'il a été sollicité par l'équipe enseignante pour le financement d'heures supplémentaires pour le cycle de natation. Il attend leur demande détaillée afin de solliciter le Conseil Municipal à son tour sur ce sujet.

➤ **APC (Activités Pédagogiques Complémentaires)**

Afin de résoudre un problème lié à la durée des APC proposée par les enseignantes et le règlement intérieur de la garderie (payante par tranches de trente minutes), l'équipe enseignante s'est engagée à en tenir compte pour les prochaines propositions d'APC.

➤ **RENTREE DE SEPTEMBRE 2015**

Monsieur le Maire fait part de l'arrivée d'une nouvelle enseignante, Madame Barbara ROBERT, Monsieur GIRARD-BLANC reste titulaire remplaçant rattaché à l'école de Ville sous Anjou. L'effectif prévu est de 89 élèves soit 22,25 élèves par classe (deux dérogations devraient être accordées ce qui porterait l'effectif à 91 élèves).

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de l'échange conflictuel qui a eu lieu quand à la décision prise par le Conseil Municipal le 27 mai dernier de ne pas reconduire les heures

complémentaires d'Atsem dans la classe de grande section. Monsieur le Maire a rappelé que l'école de Ville sous Anjou n'a toujours eu qu'un seul poste d'Atsem, celui occupé par Christine Garcia qui est conservé dans son intégralité.

Monsieur le Maire indique qu'un désaccord sur les références et l'interprétation de textes relatifs au poste d'Atsem dans une école n'a pas facilité les échanges et indique qu'il a communiqué à la directrice le texte de l'académie de Grenoble évoquant le nombre d'ATSEM par école.

Monsieur le Maire rappelle les différents échanges et rencontres avec les parents :

- Réunion du Conseil d'Ecole
- Rencontre avec les délégués parents lors de la mobilisation des parents d'élèves le 20 juin dernier

Après un échange de réactions au sein de l'assemblée sur le fait qu'il n'y a pas suppression d'un poste d'Atsem, sur l'effectif des classes en maternelle qui n'impose pas une reconduction des heures complémentaires accordées pendant 4 ans, Monsieur le Maire donne la parole aux parents présents dans la salle.

Plusieurs parents s'expriment et échangent avec le Conseil Municipal. Il est rappelé qu'Amély Guyonnet a été recrutée en 2011 pour compléter le temps partiel de Christine Garcia pour assurer la garderie du soir. Les heures complémentaires d'Atsem dans la classe grande section avaient été accordées provisoirement, elles ne font pas partie du complément du temps partiel de Madame Garcia. Les parents souhaitent pour les enfants des conditions de travail confortables et demandent que le Conseil Municipal revienne sur sa décision.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante si, suite à ces différents échanges, elle veut remettre aux voix la décision prise le 27 mai. La réponse est négative.

Fin de la séance à 00h15

CR CM -15-05 du 30 juin 2015

Le Maire,
Luc SATRE

ANNEXE 1 : DEPENSES REALISEES SUR LA PERIODE JUIN 2015

ENTREPRISES	OBJETS	MONTANT TTC
FONCTIONNEMENT		
MD INFORMATIQUE	CONTRAT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	777.40 €
EUROFEU SERVICES	MAINTENANCE EXTINCTEURS	1 117.32 €
CAMIRA	FORMATION CONDUITE TRACTEUR	732.00 €
SEDI	FOURNITURES ADMINISTRATIVES - ETAT CIVIL	1 096.43 €
FRETON BERNARD	DENEIGEMENT 2014/2015	463.37 €
SIERVB	PARTICIPATION TRAVAUX CHEMIN DU LAC	8 227.25 €
SIMAB	RELIEUSE REGISTRES	594.80 €
MAISON DE L'EAU	ASSAINISSEMENT DU 15/04/2014 AU 14/04/2015	1 347.42 €
TOTAL GENERAL FONCTIONNEMENT		14 355.99 €